



Discriminations — Vidéo

À Émerainville, Camille Martin peut louer une salle municipale, mais pas Abdoulaye Sidibé

Un habitant noir d'un quartier défavorisé s'est vu refuser par deux fois la réservation d'une salle municipale dans cette commune de Seine-et-Marne. Sous une autre identité, sa demande a été acceptée immédiatement. Pour les habitants, l'incident illustre la discrimination dont ils sont victimes de la part de la mairie.

Marie Turcan

4 décembre 2024 à 19h05

Émerainville (Seine-et-Marne). – La salle des fêtes de l'espace François-Villon mériterait un bon coup de peinture. Mais la pièce a le mérite d'être plus grande que le salon d'Abdoulaye Sidibé, cet habitant du Clos d'Emery à Émerainville qui cherchait un lieu pour célébrer le baptême de son fils.

Le 20 novembre 2024, il utilise le formulaire officiel de la municipalité de cette commune de Seine-et-Marne et demande à louer une première salle. Elle n'est « *plus disponible* », lui répond un agent municipal, Philémon*. Abdoulaye Sidibé demande alors la salle Villon, plus petite, mais qui peut convenir pour l'occasion. Dans un autre mail que Mediapart a consulté, l'agent répond que « *la salle Villon n'est plus disponible non plus* ».

Pour en avoir le cœur net, Abdoulaye Sidibé se déplace au centre dépendant de la municipalité et obtient confirmation orale de l'agent que la salle n'est pas disponible jusqu'à la fin de l'année. « *J'ai des réservations jusqu'à février, même !* », l'entend-on dire sur un enregistrement d'Abdoulaye, écouté par Mediapart.

Pris d'un doute, l'Émerainvillois rentre chez lui et effectue une nouvelle demande de réservation en ligne, pour le même week-end. Cette fois, il réserve la salle Villon au nom de Camille Martin. La réservation est acceptée. L'homme est sous le choc. « *Ça fait mal,*

explique-t-il quelques jours plus tard à Mediapart. Je me suis senti exclu, je me suis senti... différent. On vit ici depuis qu'on est né. Pourquoi avoir pris cette décision ; c'est juste parce que je suis un Sidibé, un Noir ? »

Il retourne, avec ses proches, confronter l'agent municipal. Philémon contacte son supérieur, qui appelle aussi les forces de l'ordre. Les explications se font dans le calme et l'agent municipal finit par admettre, devant tout ce petit groupe, qu'il a « *eu des consignes* » de « *ne pas louer aux gens du quartier* ».

Une autre famille, qui avait loué la salle deux semaines plus tôt, aurait commis des dégradations. Quel lien avec la famille Sidibé ? Aucun, à part leur nom, qui laisse transparaître leurs origines maliennes et sénégalaises. Mediapart a rencontré ladite famille, qui relate avoir laissé la salle parfaitement propre. La mairie avait prélevé 200 euros sur les 1 200 euros de leur caution, mais aurait récemment rétrogradé et promis de leur rendre.

Contacté par Mediapart, l'agent municipal n'est pas revenu vers nous. Le maire n'a pas non plus répondu à nos questions.

Le maire admet un problème

Ayant les preuves tangibles d'une décision discriminatoire, Abdoulaye Sidibé et ses proches demandent alors à être reçus par le maire, Alain Kelyor. Un rendez-vous est organisé dès le lendemain avec de nombreux protagonistes de la municipalité, mais pas l'agent Philémon.

La famille accusée d'avoir dégradé la salle précédemment est aussi là, tout comme Ourry Diabira, représentante de l'association De mon cœur à ma rue, qui tente de maintenir du lien social entre le quartier du Clos d'Emery et le reste d'Émerainville depuis des décennies. « *Nous, on veut travailler avec le maire, c'est lui qui ne veut pas travailler avec nous* », témoigne-t-elle auprès de Mediapart.

Du bout de la table, Alain Kelyor, qui se décrit plusieurs fois comme « *le Grand Chef suprême* » de la mairie, réfute être à l'origine du refus de location. « *Ça ne vient pas du pouvoir municipal, point* », assure-t-il. *Ça ne correspond pas à ma méthode de pensée, ce n'est pas ce que j'aurais fait.* »

Après avoir d'abord prétexté un « *bug* » à cause d'un « *problème de temporalité* », il reconnaît que « *des conneries ont été faites* » et rejette la faute sur l'employé de mairie qui aurait pris, seul, cette décision. Le maire assure l'avoir réprimandé.

« Les décisions municipales n'ont jamais été teintées de racisme. Dans ma bande, j'ai quand même quelques personnes foncées. »

Alain Kelyor, maire d'Émerainville depuis 1995

Adama D., réalisateur et porte-parole de l'association De mon cœur à ma rue, lui signale qu'il s'agit de discrimination, voire de « *ciblage ethnique* ». Le maire répond : « *C'est ça, c'est tout ce que vous voulez, et c'est à la mode. Accuser les gens à chaque fois de discrimination raciale, c'est facile, ce n'est pas le cas ici.* »

Puis enchaîne : « *Si vous me considérez toujours comme un affreux raciste, forcément, on n'arrivera pas à s'arranger. Les décisions municipales n'ont jamais été teintées de racisme. Dans ma bande, j'ai quand même quelques personnes foncées.* » L'assistance fait les gros yeux, certains s'indignent.

Il faut dire que les relations sont tendues entre les habitants et Alain Kelyor, réélu sans discontinuer depuis 1995 sous la bannière RPR, puis Les Républicains et enfin Renaissance, le parti présidentiel. Dès le début de son mandat, une politique répressive a été menée au Clos d'Emery, à quelques centaines de mètres de la gare RER, qui permet de rejoindre Paris en quarante minutes.

Un quartier stigmatisé depuis trente ans

Les habitant·es parlent encore de l'opération policière de grande envergure qui avait marqué le quartier en 1996. On se souvient aussi de ce communiqué au début des années 2000, où le maire a qualifié le quartier de « *furoncle* », assurant aussi que « *si vous êtes africain et polygame, vous pouvez à loisir pratiquer cette forme*

d'union pourtant interdite dans notre pays et obtenir tous les avantages sociaux correspondants ».

SOS Racisme a porté plainte en 2005 après que le maire avait fait distribuer aux habitants une lettre dans laquelle il affirmait : « *Nous ne pouvons pas être la poubelle de la Seine-et-Marne* », après l'arrivée d'une centaine de personnes de gens du voyage.

C'est à cette époque qu'Ourry Diabira a cofondé l'association De mon cœur à ma rue. « *Cette association nous permet de nous structurer, d'organiser des fêtes, de sortir les petits* », décrit M., un habitant qui essaie d'organiser une fête annuelle dans la rue principale. Il déplore qu'Émerainville soit devenue une « *ville dortoir* » où la mairie refuserait d'approcher le quartier surnommé le « Bronx » par ses habitant·es. Il assure avoir proposé à Alain Kelyor de venir aux fêtes du quartier : « *Moi, je suis avec lui. On l'invite, mais ça ne marche pas. Qu'est-ce qu'il faut faire ?* »



Abdoulaye Sidibé aux côtés d'Adama D., réalisateur. La salle des fêtes de l'espace Villon et la mairie d'Émerainville. © Photos Marie Turcan / Mediapart

La réaction en face se situe même complètement à l'opposé. Alain Kelyor, pour qui le clos d'Emery est un « îlot africain », multiplie les publications enflammées sur son compte Facebook. La fête organisée ? Une « *fête religieuse, dans une rue aux couleurs du Mali* », assure-t-il.

Sur son blog personnel, il ne fait pas non plus secret de ses positions, comme ici en 2023, dans un billet intitulé « Le racisme » : « *Par un raisonnement pervers, la gauche française traite de raciste toute personne qui demande aux étrangers vivant sur notre territoire et à leurs enfants devenus très souvent Français de respecter nos lois, nos*

coutumes, notre mode de vie. Il me semble pour ma part qu'il s'agit d'un minimum [...]. Il est désormais évident que des mesures drastiques s'imposent afin que notre pays n'entre pas en guerre civile et que des Français moyens ne s'organisent pas en comité de défense afin de protéger leur famille et leurs biens. »

Alain Kelyor n'a pas répondu à notre demande d'entretien.

Le 30 novembre, Abdoulaye Sidibé a porté plainte pour discrimination. « *Moi, j'essaie d'éduquer mes enfants en leur disant qu'on est tous pareils, qu'il faut respecter la police, les profs, les adultes. On essaie d'inculquer ça à nos enfants, et derrière, on subit ces choses. Comment leur expliquer ?* », confie-t-il à Mediapart.

Pour la communauté du Clos d'Emery, il est important de ne plus rien laisser passer. « *Si on reste silencieux, c'est les autres qui vont raconter notre histoire*, nous explique Adama D. *La justice, ça ne se négocie pas. Il faut qu'on soit intransigeants. Il faut le mettre devant leur nez. C'est un petit quartier qui cristallise de grands problèmes. On est obligés de porter ces choses-là, pour que ça puisse faire écho dans la société.* »

Boîte noire

* Le prénom a été modifié.